

ARGENTINE

« Subversifs », « torturés », « NN »

Comment la presse argentine de la transition a-t-elle nommé les victimes de la terreur d'État ?

→ Par **Claudia Feld**,
CONICET / IDES,
Buenos Aires

Au cours des premiers mois de l'année 1984, dans un contexte de restauration de la démocratie, la question des disparus et de la répression clandestine a commencé à occuper une place centrale dans les médias. Jusque-là, ces thèmes n'étaient abordés qu'à l'occasion de dénonciations portées par le mouvement des droits de l'homme ou de rumeurs et de versions peu diffusées dans la presse. Néanmoins, la centralité de ces thèmes dans le cadre d'un *destape* médiatique, rendu possible par une presse sans censure¹, s'est élaborée selon une modalité spécifique : plutôt que d'expliquer le fonctionnement de la terreur d'État, on a assisté à la mise en place d'un spectacle macabre et sensationnaliste que certains observateurs ont appelé le « show de l'horreur ». Comment, dans ce contexte, la figure des victimes de la répression a-t-elle été construite ? Quelles sont les appellations qui ont circulé dans l'espace public pour nommer les disparus ?

Pour traiter ces questions, nous nous proposons d'aborder la manière dont cette figure a été présentée dans les revues d'actualité et les journaux argentins publiés entre janvier et mai 1984². Il s'agit d'analyser les sens en conflit à un moment précis où on ne disposait pas encore des informations qui par la suite – principalement à travers le rapport de la CONADEP (septembre 1984) et du procès des anciens commandants (1985) – allaient informer quelques-uns des discours prédominants dans l'espace public.

Au regard des résultats de cette analyse, il nous importe de revenir sur l'une des hypothèses fortes des travaux universitaires qui ont abordé cette période. On pense souvent que la figure de la « victime innocente » a été prédominante dans les premiers récits de la transition³, à partir de l'examen de la presse de cette époque : notre travail montre qu'il n'en est rien. Au cours de ces mois, les notions de « victime » et de « victime innocente » ont été pratiquement absentes des principaux récits journalistiques. La presse a utilisé d'autres termes pour nommer les détenus-disparus. C'est ainsi, nous le verrons, qu'ils ont été présentés comme des morts anonymes (cadavres « NN ») ; comme des sujets déshumanisés, sans identité, sans histoire, ayant subi des tortures ; ou bien, à l'autre extrême, comme des sujets actifs, responsables, dans une certaine mesure, de ce qui leur était arrivé (« terroristes », « subversifs »).

Il importe de souligner que cette couverture médiatique a inauguré la diffusion auprès d'un large public d'informations sur le sort subi par les disparus. C'est pour-

(1) Andrés Avellaneda, *Censura, autoritarismo y cultura. Argentina 1960-1983*, tome 1, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1986.

(2) Les journaux analysés sont *Clarín*, *La Nación*, *La Razón* et *Crónica*, publiés à Buenos Aires et diffusés sur l'ensemble du territoire. Les revues traitées sont *Gente*, *La Semana* et *Siete Días*. Ces publications ne constituent pas un tout homogène, mais nous considérons que ce sont ces constantes qui aident à réfléchir sur les manières prépondérantes de nommer les détenus-disparus pendant cette période.

(3) Pour plus de précisions, cf. Sandra Raggio, « La Noche de los Lápices. Del testimonio judicial del relato cinematográfico », in Claudia Feld, Jessica Stites Mor, *El pasado que miramos. Memoria e imagen ante la historia reciente*, Buenos Aires, Paidós, 2009, p. 45-76 ; Emilio Crenzel, « La víctima inocente. De la lucha antidictatorial al relato del *Nunca más* », in Emilio Crenzel (dir.), *Los desaparecidos en la Argentina. Memorias, representaciones e ideas (1983-2008)*, Buenos Aires, Biblos, 2010, p. 65-83.



© DR

quoi cette analyse propose quelques hypothèses sur les « luttes entre mémoires⁴ » qui ont vu le jour au début de la transition démocratique.

LES « NN » ET LA RECHERCHE DES DISPARUS

De quelle manière les militaires ont-ils nommé les disparus sous la dictature ? Devant les dénonciations effectuées par les associations pour la défense des droits de l'homme, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, les Forces armées ont adopté diverses stratégies discursives pour tenter d'occulter ou de nier la disparition systématique de personnes. Parmi celles-ci : la négation pure et simple des faits dénoncés ; la disqualification des personnes qui ont pris en charge les dénonciations par l'usage de termes comme « subversifs », « folles de la Place de Mai » ou « campagne antiargentine », etc. ; la justification de la répression clandestine désignée comme un combat héroïque dans le cadre d'une « guerre antisubversive » ; et enfin l'excuse selon laquelle les enlèvements et les tortures constituaient des erreurs et des excès⁵.

À quelques exceptions près, la presse argentine a relayé ce discours par des campagnes de propagande en faveur des Forces armées, des silences complices, des

— Images relatives à ce qu'on appelle le « Show de l'horreur ». Double page de la revue *Gente*, 5 janvier 1984, n° 963, p. 68-69.

(4) Elizabeth Jelin, *Los trabajos de la memoria*, Madrid et Buenos Aires, Siglo XXI, 2002.

(5) Valentina Salvi, *De vencedores a víctimas. Memorias militares sobre el pasado reciente en la Argentina*, Buenos Aires, Biblos, 2012.

ARGENTINE
« Subversifs »,
« torturés », « NN »
(suite)

opérations médiatiques dont l'objectif était de mentir au sujet des disparus, et des informations sur des combats montés de toutes pièces où des personnes signalées disparues étaient présentées comme des « subversifs abattus lors d'affrontements⁶ ».

En 1983, aux dernières heures du gouvernement militaire, certains tribunaux ont accueilli des demandes d'exhumation de fosses communes et de tombes anonymes dans divers cimetières du pays, ainsi que des requêtes d'identification des corps, déposées par des familles, au motif qu'il existait une forte présomption pour qu'il s'agisse de personnes disparues. Après l'investiture du président Raúl Alfonsín, les médias ont progressivement donné de plus en plus de visibilité à cette question. Entre janvier et mai 1984, les journaux font mention d'exhumations dans plus de quarante cimetières, situés dans de petites comme dans de grandes villes. C'est ainsi qu'au cours des premiers mois de l'ouverture démocratique, la disparition de personnes a fait irruption sur la scène médiatique à travers la notion de « cadavres NN » (du latin « *nomen nescio* », sans nom) que l'on retrouve d'un bout à l'autre du spectre informatif – de la presse écrite à la télévision, de la presse à sensation aux publications plus sérieuses. Une analyse détaillée des informations publiées par les journaux du moment permet d'observer que la violence, dans ces récits, est axée sur la description des cadavres (mentions de corps défigurés, de mains coupées, d'impacts de balle dans le crâne, etc.), sans que l'on puisse encore décrire les actions exécutées au préalable.

Ainsi, même si l'existence de « NN » était présentée dans la presse comme une « révélation », le manque d'informations sur la trame des actions préalables reléguait les détails de la disparition dans l'ombre et en faisait l'objet d'un savoir toujours en chantier. Il est vrai qu'à ce moment-là, on ne disposait ni d'une information systématisée ni de sentences judiciaires capables de légitimer une vérité, mais il est également vrai que la construction journalistique que nous examinons n'a pas réussi à mettre en relation les résultats des enquêtes menées par le mouvement des droits de l'homme – qui avaient circulé dans des espaces très restreints – et ceux des exhumations. C'est pourquoi, le premier trait caractéristique de cette présentation médiatique est qu'elle donne une place centrale au « cadavre NN » tout en le dissociant du système répressif qui l'a produit.

Quels sont les éléments qui ont été le plus souvent utilisés ? Outre les initiales « NN », les chiffres sont au cœur de l'information. Les titres des journaux vont dans le sens d'une accumulation : de plus en plus de corps sont retrouvés et exhumés. Certains titres présentent des chiffres spectaculaires : « 482 cadavres ont été enterrés comme NN dans le cimetière de La Plata, entre 1976 et 1982⁷ » ; « 240 corps non identifiés ont été inhumés dans deux cimetières de Mar del Plata, entre 1976 et 1983⁸ » ; « Des cadavres NN seront exhumés demain à Grand Bourg, il y aurait 300 tombes⁹. » Les photos publiées pour « illustrer » ces informations donnent à voir des fosses ouvertes, des secteurs de cimetières où la terre a été retournée, des policiers et des fonctionnaires qui travaillent autour d'une tombe ou qui manipulent des ossements, des sacs en plastique contenant des restes humains.

Par ailleurs, dans le journal *Clarín*, les informations sur les exhumations sont séparées de celles qui concernent les dénonciations des répressions et les requêtes

des familles. Les victimes sont classées selon deux catégories : « NN » et « détenus-disparus¹⁰ ». Cette séparation dans l'espace de la page semble reproduire et reconduire dans le domaine médiatique la *scission entre des corps et des identités* résultant de la méthode de la disparition forcée. Selon les membres de l'équipe argentine d'anthropologie légale, cette méthode a produit « des identités sans corps et des corps sans identité¹¹ ». D'un côté, les familles pouvaient rendre compte des identités de ceux qu'elles cherchaient – elles montraient leurs photos, écrivaient leurs noms, racontaient leurs histoires de vie –, mais ne parvenaient pas à retrouver les corps ; de l'autre, les corps enterrés dans les cimetières avaient été privés de ces marques identitaires. Au cours des premiers mois de la transition démocratique, les médias n'ont pas semblé capables de situer la représentation des disparus dans un ordre différent de celui qui avait été imposé par le système répressif.

LA PAROLE DES AGENTS DE LA RÉPRESSION : LA TORTURE COMME AXE DES RÉCITS

Pendant la période que nous analysons, ce sont les bourreaux eux-mêmes qui ont fourni une partie des explications à propos du sort des victimes entre le moment de l'enlèvement et celui de l'exhumation. Au cours de ces mois, quelques revues d'actualité à grand tirage (*Gente, La Semana* et *Siete Días*, principalement) ont publié des entretiens avec des militaires impliqués à des degrés divers dans la répression clandestine. Certains ont tenu des propos clairement négationnistes, mais d'autres ont raconté ce qui était arrivé dans les centres clandestins de détention¹². Les déclarations de ces derniers ont donné lieu à une caractérisation plus vaste et complexe des victimes, que nous allons analyser à partir de la série d'entretiens réalisés par la revue *La Semana* avec l'ex-caporal de la Marine Raúl Vilariño, qui avait pris part aux opérations d'enlèvement et d'assassinat de personnes dans le centre clandestin de détention qui fonctionnait à l'École de mécanique de la marine (ESMA)¹³. Bien que Vilariño ait mentionné les enlèvements et les tortures au sein de l'ESMA, les assassinats clandestins et l'occultation des corps, les informations présentées ont de nouveau constitué une accumulation de données isolées qui n'ont pas permis de comprendre, en tant que système, les atrocités commises.

Par ailleurs, la revue elle-même ne semblait pas considérer les déclarations de Vilariño comme totalement crédibles. Tout en se proposant d'aborder de front le problème de la « vérité » de ce qui était arrivé, la revue – dans la lignée des autres médias du moment –, se situait à un niveau d'énonciation où le soupçon était de rigueur quel que soit le type de témoignage (que ce soient des victimes, des bourreaux, des chefs militaires, etc.). Ce faisant, aucune déclaration ne valait comme vérité indiscutable. Étant donné l'ampleur des déclarations de Vilariño et la complexité de son récit, nous nous limiterons à un seul de ses axes liés à la caractérisation des victimes : c'est de la question des tortures dont Vilariño aurait été témoin à l'ESMA.

La première chose qui frappe, c'est la violence du récit¹⁴ : les corps des victimes sont crûment décrits dans leurs moindres réactions, les méthodes de torture racon-

(10) Cf. Roxana De Candia, *Cómo la prensa escrita argentina construye la categoría de desaparecido en dos momentos posteriores a finalizada la dictadura militar*, Université de Buenos Aires/Faculté de Sciences sociales, Mimeo, 2001.

(11) Darío Olmo, Maco Somigliana, « La huella del genocidio », *Encrucijadas. Revista de la Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires, n° 15, janvier 2002, p. 24-35.

(12) Outre les déclarations de Vilariño que nous analysons plus en détail, un entretien a été publié avec l'ex-marin Claudio Vallejos dans *La Semana*, n° 399, année VI, 26 juillet 1984, p. 3-13 et avec un militaire anonyme qui parle du centre clandestin de l'ESMA dans *Siete Días*, n° 864, année XV, 4 janvier 1984, p. 4-7.

(13) *La Semana* a publié quatre entretiens avec Vilariño, les 5, 12 et 19 janvier et le 2 février 1984 (respectivement n° 370, 371, 372 et 374).

(14) Il faut souligner qu'il est extrêmement difficile d'examiner ces discours et de les mentionner sans prolonger, en même temps, l'horreur qui leur était inévitablement associée. Aussi bien la catégorie déjà mentionnée des « NN » que ces déclarations nous confrontent à la question : comment citer et répéter sans franchir le seuil de la pudeur que cette réalité impose ? Nous avons donc décidé de ne pas faire une longue transcription du récit de Vilariño, mais de n'en mentionner que certaines phrases, d'en souligner la thématique et de citer les sources pour que l'on puisse suivre l'argument de l'analyse.

(6) Estela Schindel, *La desaparición a diario. Sociedad, prensa y dictadura (1975-1978)*, Villa María, Eduvim, 2012.

(7) *La Razón*, 11 janvier 1984, p. 6.

(8) *Ibid.*, 28 janvier 1984, p. 6.

(9) *Ibid.*, 12 février 1984, p. 6.

ARGENTINE

« Subversifs »,
« torturés », « NN »
(suite)

(15) Pilar Calveiro, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 1998.

(16) Dans un autre contexte, que nous n'aborderons pas ici, cette interprétation a reçu le nom de « théorie des deux démons ». Dans ce texte, nous souhaitons voir de quelle manière on postule ou non cette « théorie » ; il s'agit d'aborder quelques-uns de ces discours qui circulaient dans les médias et qui ont contribué au climat dans lequel cette « théorie » a pris forme. Nous sommes conscients du fait que la notion de « terrorisme d'État » a été incorporée beaucoup plus tard aussi bien dans le langage politique que dans les récits médiatiques sur cette expérience.

(17) Inés Gonzalez Bombal, Oscar Landi, « Los derechos en la cultura política », in Carlos Acuña *alii, Juicio, castigos y memoria*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1995, p. 147-192.

– Le Procès des
ex commandants en chef
en Argentine, 1985.



© Becquer Casaballe

tées dans un langage quasiment « technique », ce qui amplifie l'effet d'horreur. Celui-ci est renforcé par le ton ironique de Vilariño et aggravé encore par le langage méprisant et injurieux dont il use à l'égard des détenus-disparus : il les appelle « la fille » (*la piba*), « le mec » (*el pibe*), le gars (*el tipo*). À d'autres moments, il caractérise les torturés comme des « terroristes » et des « subversifs » qui auraient mérité ce traitement.

Ce qui est terrible dans ces descriptions, c'est le thème lui-même dont traite Vilariño, c'est-à-dire la violence extrême exercée dans les centres clandestins de détention à l'encontre des personnes qu'il mentionne. La manière qu'a le bourreau de raconter, le ton et le point de vue qu'il adopte – celui du tortionnaire, en dépit de ses dénégations – génèrent un effet de sens particulier qui aboutit à reproduire l'horreur et à prolonger la déshumanisation des détenus-disparus¹⁵.

L'enjeu n'est pas ici le langage du bourreau étant donné la difficulté du récit journalistique à jouer un rôle de médiation avec ce discours. Bien que le journaliste demande plusieurs fois à Vilariño s'il se sent coupable, s'il a le sentiment d'être un assassin, s'il éprouve des remords, l'ensemble du récit, avec la plupart des questions et la mise en page (photos, titres, chapeaux et exergues) ne marquent pas de rupture avec ce point de vue, ils l'accentuent plutôt, pas plus qu'ils ne désactivent l'effet de violence symbolique produit par ces déclarations. Le journaliste, l'entretien et tout le récit de ces mois nous confrontent à cette problématique : celle du rôle de la médiation journalistique face aux récits de la violence, dont la torture et la disparition représentent la phase extrême.

LA « GUERRE SALE » ET L'HISTOIRE POLITIQUE DES SÉQUESTRÉS

La dernière caractéristique que nous analyserons n'est pas liée à des articles ou des entretiens particuliers, mais au ton général de la presse au cours de cette étape. Cela concerne le fait d'assigner aux victimes et aux bourreaux une responsabilité partagée par rapport aux crimes commis¹⁶. Bien qu'il existe une vision qui globalement condamne les crimes de la dictature, la plupart des médias utilisent, pour

désigner ces crimes, les mêmes mots qu'utilisaient les agents de la répression pour justifier leurs actions : on parle ainsi de « lutte contre la subversion » ou de « guerre sale » au lieu de parler de répression ou de terrorisme d'État.

Cette caractéristique discursive rend évidente la lutte entre mémoires qui caractérise cette première étape post-dictatoriale, marquée par une forte tension entre les récits des militaires élaborés en termes de « récits de guerre », et les récits d'une bonne partie de la société civile structurés en termes de « violations des droits de l'homme¹⁷ ». Cependant, il faut rappeler que cette deuxième évocation est quasiment absente du récit journalistique au cours de ces mois ; par ailleurs, à cette époque, la société comme

les médias ne semblent pas encore percevoir ni présenter tous ces faits comme un seul événement. De nouveau, les disparus, les torturés, l'existence des centres clandestins, les « cadavres NN », sont traités dans l'information sans explication d'ensemble.

Comme nous l'avons vu, bien qu'il semble qu'il y ait eu, dans des médias, une claire intention de décrire les actions réalisées par les Forces armées, de les « découvrir » et de les montrer publiquement, ces actions n'ont pas toujours été qualifiées de crimes. Plus encore, dans certains cas, la responsabilité et la culpabilité ont été inversées, les agents de la répression ayant été décrits comme les « accusés » (récepteurs passifs d'une action entreprise à leur rencontre par d'autres) tandis que leurs victimes ou les juges qui enquêtaient sur les affaires dans lesquelles ils étaient impliqués ont été présentés comme des « plaignants » (sujets actifs, qui mènent une action qui pourrait leur faire du tort)¹⁸.

Dans les quelques textes qui donnent directement la parole aux survivants des centres clandestins de détention ou aux familles des disparus, la stratégie pour les désigner est différente : on ne met pas tant l'accent sur les horreurs qu'ils ont subies ou les violations des droits de l'homme commises à leur rencontre, mais sur l'histoire politique antérieure de ces personnes.

Parfois, ce sont les survivants eux-mêmes qui se présentent en racontant leur activité passée de militants, comme une manière de rendre intelligible leur histoire et de revendiquer leur idéologie¹⁹. Dans cette autoprésention, l'histoire politique préalable fait partie des données de base de la transmission et de l'identification sans pour autant remettre en cause leur position de victime. Bien au contraire, ce passé militant apparaît comme une donnée nécessaire à la reconstitution de la vérité sur ce qui se passait dans les centres clandestins de détention²⁰. Mais dans ce contexte, et dans l'ensemble des articles de presse étudiés, l'histoire politique est bien souvent présentée de manière à produire un effet de sens contraire : celui d'assigner aux disparus eux-mêmes un type de responsabilité pour les crimes commis à leur rencontre.

Cet argument n'était pas nouveau. Il avait circulé dans le milieu militaire et avait fourni à la société civile un prétexte pour apporter son soutien aux actions répressives. Une bonne partie de celle-ci s'était accommodée du terrorisme d'État grâce à l'idée que les victimes étaient responsables de leur propre sort. L'argument a été réfuté de manière substantielle par la CONADEP et, par la suite, à l'occasion du procès des ex-commandants, mais il était amplement diffusé au cours des mois que nous sommes en train d'analyser. En conséquence, dans ces témoignages de survivants publiés en même temps que les déclarations de nombreux agents de la répression, la revendication de l'activité politique semblait plutôt contribuer à justifier les crimes de la dictature. Ainsi, par l'effet de l'éclairage des médias, le récit du passé militant des séquestrés entre en conflit avec le récit victimaire qui met l'accent sur les violences subies, le non-respect des droits, et surtout la souffrance



© Daniel Muñoz

– Le Procès des
ex commandants en chef
en Argentine, 1985.
Témoignage de
l'anthropologue légiste
Clyde Snow.

(18) Parmi beaucoup d'autres exemples, des titres comme : « Trois torturées et leurs accusés face à face » (*Gente*, n° 969, 16 février 1984, p. 32-33). « Le juge qui a interrogé Camps prend la parole » (*Gente*, n° 963, 5 janvier 1984, p. 79).

(19) Cf. *Gente*, n° 968, 9 février 1984, p. 10-11 ; *Gente*, n° 969, 16 février 1984, p. 34-35.

(20) Cf. *La Semana* 368, An VII, 22/12/83, p. 36, entretien avec Horacio Guillermo Cid de la Paz.

ARGENTINE
« Subversifs »,
« torturés », « NN »
(suite)

corporelle et psychologique des détenus-disparus. Dans les récits institutionnels élaborés quelques mois plus tard, l'appellation de victime, de surcroît présentée comme « innocente²¹ », a été prépondérante pour désigner les détenus-disparus.

LA CONSTRUCTION DE LA FIGURE DE LA VICTIME

« Torturés », « subversifs », « NN » sont les termes qui ont prévalu pour nommer les disparus dans la presse argentine au cours des premiers mois de la transition. Comme cela a été dit, ces dénominations diffèrent fortement de celles qu'avait construites le mouvement des droits de l'homme pendant la dictature et de celle qu'allaient construire la CONADEP et le procès des anciens commandants, quelques mois plus tard.

Dans la bataille des interprétations à propos des crimes de la dictature, les récits journalistiques ici analysés sont restés prisonniers du paradoxe consistant à vouloir montrer la « vérité » de ce passé sans rompre substantiellement avec le point de vue des auteurs de ces crimes. Une première conclusion est qu'il a fallu une instance de médiation, dotée d'une force de persuasion et d'une légitimité institutionnelle suffisante, pour briser ce point de vue, en établir un autre et construire une vérité sur la disparition forcée en tant que système. Au-delà de la confusion des informations, du fait qu'il n'y avait alors pas de consensus sur une vérité factuelle au niveau institutionnel et que la presse exploitait les logiques du spectacle et du sensationnalisme afin de « vendre » une information présentée comme révélation, le récit journalistique n'a pas réussi à assumer ce rôle à lui tout seul.

Dans ce cadre, le déplacement et l'inversion de la culpabilité (les disparus ne sont pas complètement présentés comme des victimes, pas plus que les agents de la répression ne le sont comme des bourreaux) ont fait perdurer la sensation d'horreur et la déshumanisation qui avait eu lieu dans les centres clandestins de détention. En même temps, on peut conclure que l'émergence d'un discours humanitaire et la définition d'un statut de « victime » pour les disparus ont constitué une réussite dépassant la limitation du discours engendré par la CONADEP et le procès qui avait eu lieu dans ce cadre en 1985. En donnant une légitimité et une crédibilité aux témoignages des familles et des survivants, la CONADEP et le procès de 1985 ont permis de qualifier l'expérience extrême comme une expérience de souffrance et ont contribué à développer une distance et un respect par rapport à cette douleur en proposant un nouveau point de vue pour articuler ces récits (repris par les médias au cours des années suivantes). Ces deux modes de règlement n'ont pu le faire, il est vrai, qu'au prix de la dépolitisation et de la construction d'une figure « passive ». Peut-être que dans ce contexte où les deux récits semblaient incompatibles, le besoin de doter d'humanité la figure du disparu était plus important et plus urgent que celui de lui assigner une identité politique. ■

(21) Cf. La contribution de Sandra Raggio dans ce dossier.